

La Presse

I . La Presse. 1836-12-27.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

MARDI, 27 DÉCEMBRE.

Abonnés : 1 fr. 50 c. la ligne
On les reçoit
aux bureaux du Journal,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA PRESSE

LA PRESSE

ANNÉE 1836. — N° 168.

Les Abonnements datent
des 1 et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

ÉTRANGER.

AUTRICHE.

Vienne, 15 décembre. — L'empereur François avait établi une conférence à laquelle il renvoyait l'examen des affaires les plus importantes, mais qu'il présidait rarement ; l'empereur régnant vient d'organiser cette conférence d'une manière plus régulière sous la dénomination de conférence d'état et c'est lui qui préside les séances ; elle se compose de membres permanents et de membres alternants : les membres permanents sont les archiducs François, Charles et Louis, le prince de Metternich et le comte de Kolowrat. Parmi les membres alternants, suivant les affaires, se trouvent les ministres d'état et de conférences, les chefs de section du conseil d'état, les conseillers d'état ainsi que les chanceliers et les présidents des grandes charges auliques. Cette organisation dénote une grande sagesse, et prouve combien le gouvernement autrichien est habile à appliquer les principes conservateurs qui forment la base de son système.

TURQUIE.

Constantinople, 25 novembre. — Ali-Pacha maintenant rétabli doit bientôt reprendre les fonctions actives de Seraskier, premier ministre de la Porte. On assure que le Seraskier-Hosreff, remplacé par Ali, ne jouit plus d'aucune influence ; celle de Peteffe se maintient, et l'on dit qu'il doit la confiance reconquise du sultan à l'intervention efficace de son gendre, secrétaire intime du grand seigneur.

30 novembre. — Un courrier arrivé de Londres, a apporté des dépêches pour l'ambassadeur d'Angleterre. Depuis l'arrivée de ces dépêches, de fréquentes conférences ont eu lieu entre le premier drogman de la Porte et le drogman anglais. Le tarif sur lequel on n'a pu parvenir encore à s'entendre, sert, dit-on, de base à ces conférences politiques. La Porte, aveugle pour ses véritables intérêts de commerce, aurait fait, à ce qu'on assure, des propositions que le cabinet anglais ne saurait agréer. Le courrier récemment arrivé apporte de nouvelles conditions.

Les gouvernements de Suède, de Sardaigne et de Naples paraissent décidés à prendre une part active à ces négociations. Tous veulent procéder de la même manière, et réclamer les mêmes avantages que l'Angleterre. Cependant il est douteux que ces combinaisons puissent être couronnées de succès, si la cour de Saint-James ne prend pas plus à cœur les intérêts réels de la Porte. On dit, il est vrai, que les nouvelles propositions sont très avantageuses pour notre commerce et pour le trésor public.

FRANCE.

PARIS, 26 DÉCEMBRE.

Demain, jour de l'ouverture des chambres législatives, commenceront pour nous d'autres devoirs, qui rendront plus difficile et plus délicate encore à remplir la difficile et délicate fonction que nos principes en matière de presse nous ont imposé l'obligation d'accepter dans toute son étendue morale et dans toute sa rigueur légale.

Membre de la chambre des députés, rédacteur en chef signataire responsable d'un journal, ces deux fonctions peuvent-elles se cumuler sans nuire à la dignité de l'une et à l'indépendance de l'autre ? Telle est la grave question que nous avons dû nous adresser à nous-même, et c'est après l'avoir scrupuleusement méditée que nous l'avons affirmativement résolue.

Exposé à porter fréquemment, sur les débats de la chambre, et sur les travaux de nos collègues, un jugement qui pourra être d'autant plus sévère qu'il sera toujours impartial et mesuré, nous nous sommes demandé laquelle serait la plus loyale, la plus courageuse et la plus digne de ces deux positions : ou de celle de l'honorable député qui dirige, sans responsabilité réelle ni apparente, le *Journal du Commerce*, à l'abri d'un gérant légal, ou de la nôtre, franchement acceptée, sans équivoque et sans mystère, et après nous être résolu de choisir celle des deux positions que nous reconnaitrions la plus loyale, la plus courageuse et la plus digne, nous avons gardé la nôtre avec ses périls et ses difficultés.

Jamais nos principes et nos œuvres n'ont décliné la solidarité qui les lie ; nous ne pouvions donc point oublier, qu'en août 1835, usant de notre droit d'initiative parlementaire, nous avions proposé, dans

l'intérêt de la moralité et de la dignité de la presse, que le cens d'éligibilité fût la seule garantie légale exigée pour la publication des journaux politiques.

« Tout, à l'époque où nous vivons, disions-nous, tend à se résumer en primes d'assurances.

« Les plus sûrs résultats que produiront une pénalité sévère et des cautionnements exorbitants, ce sera d'augmenter le traitement des gérants et le taux des primes.

« Les cautionnements ne seront toujours, comme par le passé, que des garanties illusoires, que des privilèges productifs.

« Veut-on enfin des garanties stables, sérieuses, réelles, inéludables, du moins en totalité ? Demandez au gérant d'un journal les mêmes garanties matérielles que celles que réclament de vous les électeurs avant de vous donner leurs suffrages.

« Ne vous préoccupez que secondairement s'il possédait bien, réellement ou non, les immeubles dont il paiera l'impôt : l'important est, dans tous les cas, qu'il exprime les mêmes intérêts que ceux que vous représentez, et jouisse de droits politiques égaux à ceux qui vous servent de degrés pour monter à la tribune parlementaire. » (1)

Appelé à faire l'application de nos principes, nous leur sommes resté fidèle et n'avons point reculé devant leurs conséquences ; aucune considération sociale ni politique n'a pu mettre en désaccord notre doctrine et notre conduite ; ceux de nos collègues qui ont approuvé l'une ne savaient donc justement blâmer l'autre.

Ainsi, selon l'expression consacrée, la *Presse* fondée par nous, n'a point voulu d'homme de paille pour gérant fictif.

Son gérant n'est pas seulement éligible, il est député.

Seul il répond moralement et légalement des articles qu'il admet, toutes les fois qu'ils ne sont pas signés.

Le gérant de la *Presse* n'a jamais compris ce prudent courage de quelques rédacteurs en chef qui, pour échapper tantôt aux rigueurs des lois, qu'ils prennent à tâche d'affronter, et tantôt aux dangers résultant d'injures qu'ils peuvent ainsi prodiguer impunément, se retranchent derrière un pauvre hère, assez malheureux pour accepter l'état de gérant responsable, ainsi dégradé. Selon lui, c'est avilir la plus honorable fonction qu'il soit donné à un écrivain de remplir ?

Une autre question a été soulevée et traitée dans le *Journal du Commerce* (2), que dirige l'honorable M. Mauguin ; nous ne saurions la laisser sans examen. C'est la question de savoir : « Si le député qui signe un journal en qualité de gérant ne modifie pas la condition de responsabilité imposée à la presse périodique, s'il ne se met pas à l'abri du privilège qui couvre les membres de la chambre. »

La question se trouve négativement résolue par les termes même de l'article ; mais la question n'y fût-elle pas implicitement tranchée, le doute, dans ce cas, ne saurait avoir d'autre effet que d'imposer à la *Presse*, une circonspection plus grande dans la reproduction des faits qui seraient de nature à porter la plus légère atteinte à la vie privée.

EMILE DE GIRARDIN.

Il ne faudrait pas croire, lorsqu'on nous voit nous enquerir avec insistance des droits que pourrait avoir le rédacteur d'un journal de l'opposition à la croix de la Légion d'Honneur, qu'il a reçu ou obtenu, que ce soit de notre part une taquinerie ou une personnalité ; on comprendra que ce rédacteur ne s'étant fait dans le public,

(1) Discours du 28 août 1835.

(2) Numéro du 25 juillet.

à notre connaissance du moins, ni un nom politique, ni un nom littéraire, ni même une notoriété quelconque, nous devons avoir quelque raison grave et plausible de le mettre en cause, et d'agir comme nous avons agi. Oui, certes, nous avons une raison que nous croyons plausible ; et cette raison, la voici :

Il y a à peu-près trois mois, lorsque le cabinet actuel se fut installé ; parmi les moyens d'action, de force et de vie, auxquels nous lui conseillions d'avoir recours, parmi les torts anciens et aigris que nous l'engageâmes à réparer avec promptitude, nous signalâmes la position des classes lettrées, position dédaignée et abandonnée par le pouvoir et abandonnée à tort ; premièrement, parce que les travailleurs littéraires méritaient au moins autant de protection et d'encouragement que les autres ; secondement, parce que les classes lettrées exercent sur la société une influence morale, qu'il serait d'une bonne politique de ne pas négliger, et surtout de ne pas irriter.

Nous disions au nouveau ministère qu'il ferait bien de se prémunir contre les vieilles habitudes de ses prédécesseurs ; de ne pas s'entêter dans l'admiration et dans l'engouement du public pour les militaires de l'empire, pas plus que dans l'admiration et dans l'engouement pour les avocats de la restauration ; que chaque époque produisait son fait culminant et son influence dominante ; que de 1804 à 1815, au milieu des coups de canons qui ébranlaient l'Europe, les militaires avaient une utilité relativement plus grande, et par conséquent recueillaient une gloire plus prompte et plus légitime que ceux qui s'adonnaient aux autres professions ; que de 1815 à 1830, dans la lutte légale établie entre les instincts libéraux de la France et les intérêts despotiques de l'ancien régime, les avocats avaient rendu au pays des services plus signalés, et avaient reçu du pays une reconnaissance, une gratitude plus éclatante et plus méritée que personne ; mais aujourd'hui les conditions du gouvernement et la nature des influences sociales sont complètement changées ; que les militaires et les avocats n'ont plus qu'une valeur excessivement réduite ; que le plus illustre maréchal et le plus grand avocat de France ne seraient pas capables de produire, à un moment donné, dans le royaume, l'émotion qu'un homme de lettres un peu haut placé y produirait ; que les classes lettrées étaient ainsi devenues un fait notable, un fait puissant, un fait irrésistible ; et que dès-lors il était tout simple que le gouvernement ne s'aliénât pas ce pouvoir rival de son pouvoir, et mieux encore, qu'il était juste que les classes lettrées, qui seront les maîtresses du dix-neuvième siècle, fussent traitées comme ont été traités les militaires, qui étaient les maîtres sous l'empire, et comme ont été traités les avocats, qui ont été les maîtres sous la restauration.

Nous ne nous bornâmes pas à demander vaguement pour les classes lettrées l'appui et la protection que le gouvernement doit à tous les intérêts et particulièrement aux intérêts généraux qui font masse ; nous signalâmes, comme deux points d'une urgence spéciale à régler, ce qui touche la propriété littéraire et la contrefaçon des ouvrages par des industriels étrangers.

Ensuite, après avoir dit ce qu'il nous paraissait indispensable de faire, nous ajoutâmes ce qu'il nous paraissait convenable de ne pas oublier. Nous rappelâmes tout ce que la chancellerie de la Légion d'Honneur avait fait depuis six ans pour des colonels de la garde nationale, pour des maires de chefs-lieu d'arrondissement, pour des sous-préfets, pour des inspecteurs de prisons, et, notamment à Paris, pour des amis, parents ou recommandés de ministres, et pour des habitués des bureaux de rédaction des journaux influents ; et, sans vouloir le moins du monde révoquer en doute les mérites divers qui avaient obtenu ou reçu ces récompenses, nous demandâmes au gouvernement, nous demandâmes au bon sens et à la justice de l'opinion, s'il ne devait pas rester quelque bout de ruban pour les hommes de lettres les plus éminents d'aujourd'hui, gens utiles autant que les autres, puisqu'ils alimentent l'imprimerie et la librairie, gens honorables au moins autant que les autres, puisque toute la France les écoute, les fête, les admire, puisque l'Europe entière sait leur nom et achète leurs livres ; gens puissants autant que les autres, puisque ce sont eux, en définitive, qui mettent en circulation les idées nouvelles qui sont les éléments de la pensée générale du pays.

D'un autre côté, comme nous voulions être modérés même dans nos légitimes exigences, et demander pour les classes lettrées beaucoup moins qu'il ne leur était dû, nous nous bornâmes à citer quatre noms

FEUILLETON.

BEAUX-ARTS.

APPLICATIONS DE L'ART.

En cherchant les moyens d'appliquer l'art pur à la vie pratique, nous commencerons naturellement par l'architecture. — Il faut avouer que dans toutes les maisons de Paris, il n'y en a pas une seule qui ne soit parfaitement hideuse, et que sous ce rapport notre ville capitale est une des plus pauvrement partagées du monde. — A l'exception de quelques monuments publics, d'un goût plus ou moins équivoque, on pourrait la raser entièrement, sans que l'art eût la moindre chose à y regretter. Il y a des maisons qui ont coûté 500,000 fr. à bâtir, il y en a d'autres qui n'en ont coûté que 25,000, voilà toute la différence ; il loge deux cents personnes dans celles-ci, et cinquante dans celles-là ; mais après tout, les hôtels de la rue de Rivoli sont aussi laids que les bouges de la rue Mouffetard : leur valeur artistique est la même. — C'est toujours un mur percé de fenêtres carrées, de pierres de taille ou de plâtre, et pas autre chose. L'architecture n'a rien de commun avec cela ; ce sont des fourmillières, des alvéoles, des ruches, des polyèdres humains, rien de plus.

Tout propriétaire n'a pas de millions à jeter dans une bâtisse, aussi je ne demanderai pas un luxe babylonien, des enfilades de colonnes torsées et des entassements de tours superposées, ce n'est pas la réalisation des gravures de Martin que je réclame. Je n'exigerai pas d'un honnête Parisien les énormités architecturales des Belus et des Pharaon, je ne veux pas que l'on fasse des rues avec des cathédrales gothiques ; notre pensée ne va pas si haut, trois ou quatre étages sont bien suffisants ; et d'ailleurs les règlements de la police sont là.

Mais cependant, il y a un milieu entre ces rêves de magnificence orientale et la nudité misérable des taudis parisiens. Il faut qu'on se le mette bien dans la tête, une bonne et belle chose ne coûte pas plus cher qu'une chose mesquine et de mauvais goût ; une coupe détestable, un profil sans tournure emploie autant de pierres et de fournées d'ouvriers qu'une coupe élégante et heureuse d'aspect. Un ornement d'un bon choix s'exécute aussi facilement que ces atroces rosaces et ces pourpointables chichorées dont sont si prodigues les bourgeois qui dési-

rent étaler une somptuosité extraordinaire. Les propriétaires ne veulent pas comprendre cela.

— Inventer une nouvelle architecture, cela serait une idée absurde, une entreprise impraticable, n'en déplaît aux partisans du progrès quand même ; toutes les choses raisonnables et possibles ont été inventées dès le commencement, et il ne reste plus rien à trouver dans les arts plastiques. La forme a été modifiée à l'infini, et tout ce que l'on peut faire est de combiner et de varier les éléments que nous ont laissés les époques antérieures. L'architecture gothique rappelle trop invinciblement l'idée de religion et d'église, pour pouvoir être appliquée à des habitations modernes ; d'ailleurs elle est combinée de façon à ménager les jours et à jeter l'âme dans le recueillement et doubler l'espace par l'obscurité ; le sentiment de l'infini s'y traduit à la fois par la grandeur de la masse et la petitesse des détails. Ce caractère ne convient nullement à une époque hâtée et fébrile comme la nôtre. Nous n'avons ni le temps ni la patience ni la foi qui faut pour faire des édifices de six cents pieds ouverts comme des chatons de bagues. Ce travail de géant et de nain ne peut nous convenir ; l'architecture grecque et romaine ne s'adapte pas suffisamment à nos usages, et le climat du nord a d'autres exigences que celui de Rome et d'Athènes. L'architecture de la renaissance est donc ce qui nous convient le plus ; la mystique mélancolie de l'art gothique y est tempérée par les joyeux épanouissements du sensualisme grec ; le plein-cintre corrige ce que l'ogive a de trop aigu et de trop péniblement tendu vers le ciel ; c'est une architecture complaisante qui donne toutes les facilités à la fantaisie et qui peut se prêter à toutes nos convenances modernes ; elle est assez gothique pour rappeler son origine, sans l'être assez pour contrarier les souscripteurs au *Voltaire* Tonquet, et la quantité de corinthien d'ionique et de dorique qu'elle contient, doit satisfaire les amateurs les plus enragés des cinq ordres de Vignole ; — la façade du château d'Anet, Chambord, quelques maisons de Rouen et deux ou trois fragments répandus dans Paris et enfouis dans des arrière-cours, donneront une idée suffisante aux gens du monde de cette charmante période architecturale, bégaiement adorable de l'art gothique qui essaie de parler grec. Je crois que l'on devrait entendre les constructions modernes dans ce goût ; on pourrait même descendre jusqu'à l'époque de Louis XIII, dont les constructions mélangées de pierre et de briques produisent souvent un effet heureux.

Qu'on nous permette ici de tracer sur le papier un plan de maison qui nous semble très exécutable et ne devoir pas coûter beaucoup plus cher que les cartons de plâtre où nous enfonçons nos propriétaires. — Supposons une façade à trois étages, à cinq fenêtres de front ; les murs sont de briques vives dont aucun crépi n'affadit le beau ton ardent ; sur chaque bord la maison est ourlée de deux franges de pierre qui rehaussent le rouge chaud de la brique ; les fenêtres sont encadrées de linteaux aussi de pierre, bossés et vermiculés. — Au premier, un balcon à balustres un peu ventrus et supporté par des modillons ornés de masques, ou des cariatides terminées en gaine et rentrant dans le mur au moyen d'un enroulement ; à chaque étage, entre chaque croisée, une niche ronde avec un buste sur piedouche ; un toit d'ardoise entaillé par des mansardes à chapiteaux et à pilastres ; deux girouettes de plomb doré et un acrotère dentelé sur la crête du toit, voilà à-peu-près le style d'ornements que j'adopterais. Pour la porte cochère, on pourrait charger le tympan de deux figures sculptées, soutenant un médaillon où serait inscrite la date ou le numéro de la maison ; les poteaux de la porte pourraient être aussi relevés de sculptures et d'arabesques, comme j'en ai vu beaucoup dans plusieurs villes de Flandre, à Anvers entre autres, où nos jeunes architectes pourraient prendre de délicieux modèles de portes ornées, d'un goût un peu massif et un peu trop flamand peut-être, mais abondant et riche, dont il serait facile de tirer grand parti.

On sent bien qu'ici nous ne voulons pas imposer un patron aux architectes, nous ne sommes ni assez savants, ni assez ignorants pour avoir cette outrecuidance ; seulement, nous avons essayé de démontrer qu'on pourrait sans grands frais faire prendre un air architectural à de simples maisons. Il faut très peu de choses pour qu'une bâtisse devienne un monument ou reste une grange ; tout consiste dans un trait, dans une idée, dans un détail de coupe. J'ai vu à Bruxelles de vieilles maisons charmantes, bennes à dessiner et à peindre, dont une douzaine, matériellement parlant, n'aurait pas fait la moitié de la valeur d'une maison de la rue de la Paix ; c'était une lucarne faite d'une certaine façon, un encadrement de croisées, un étage qui surplombait, un ornement d'une tournure curieuse. Ce n'était rien et c'était tout.

Dans cette maison que nous venons d'élever en quelques traits de plume, quatre sculpteurs auraient de quoi travailler un an. — D'abord les bustes des niches, les cariatides et les mascarons de la balustrade,

littéraires d'un éclat incontesté; nous mentionnâmes, par exemple, M. Alexandre Dumas, M. de Balzac, M. Eugène Sue et M. Sainte-Beuve; et sans nous informer de la moins du monde de leur opinion politique, et nous en tenant à ceci qu'ils sont hommes de lettres éminents, artistes distingués, français honorablement connus de toute l'Europe, nous dîmes qu'il nous paraissait que le gouvernement ne pouvait pas faire pour eux moins que l'opinion, et qu'il était étrange et inconvenant qu'ils ne fussent pas décorés à Paris, tandis que l'estime publique les a décorés depuis long-temps à Londres, à Berlin, à Vienne, à Saint-Petersbourg et à Madrid. Nous n'avons pas besoin d'insister sur la modération dont nous faisons preuve en ne citant que ces quatre noms; nous en aurions pu citer dix autres dont le moindre a plus de retentissement et plus d'éclat que celui de l'inspecteur des prisons le mieux noté.

Nous revînmes à plusieurs reprises sur ces idées, d'abord parce qu'elles nous paraissaient fondées en raison et en équité, ensuite parce que, heurtant de front les habitudes vulgaires, elles avaient besoin de frapper plus d'une fois à la porte de l'opinion publique pour se la faire ouvrir.

Naturellement nos idées s'adressaient à deux sortes de juges qui avaient à s'expliquer sur elles, à les repousser ou à les accueillir; ces juges étaient d'un côté le gouvernement, de l'autre les journaux.

Le gouvernement répondit à nos observations en nommant deux commissions, l'une chargée de préparer un projet de loi sur la propriété littéraire, l'autre chargée de préparer un projet de loi sur la contrefaçon.

Les journaux aussi nous répondirent; mais savez-vous ce qu'ils nous répondirent? Le *Journal du Commerce*, le *Courrier français* et les autres nous répondirent que les classes littéraires n'avaient besoin d'aucun appui, ne méritaient aucun intérêt spécial et ne devaient recevoir aucune protection. Ils attaquaient les deux commissions chargées de procurer des garanties aux hommes de lettres, et cherchaient à ruiner d'avance leurs travaux, en disant que les livres qui se font doivent appartenir au public plutôt qu'à ceux qui les composent. Quant aux récompenses honorifiques que nous avions demandées, ces journaux les repoussèrent avec plus de violence encore, comme étant excessives pour un pareil objet.

A vrai dire, cette opinion de la vieille presse sur les classes lettrées était assez naturelle; les vieux journaux ne sont pas faits par des hommes de lettres, ce qui se reconnaît du reste en les lisant: ils sont rédigés, comme le fait remarquer avec justesse la feuille de Dresde que nous reproduisons demain, par des bureaucrates émérites, par d'anciens commis de ministères, par des avocats désœuvrés, par toutes sortes de quêteurs ou d'inventeurs de nouvelles; et il est tout simple que des vieux journalistes, qui sont à la littérature et à l'intelligence, ce que les rebouteurs de bras et les arracheurs de dents sont à la chirurgie et à la médecine; que ces hommes inconnus, la plupart du temps sans talent et sans style, toujours sans nom, et dont les débauches de renommée se bornent à signer un article X ou Y, ne veuillent pas tomber d'accord du mérite de ceux qui ont l'idée, l'imagination, le coloris, et par suite la gloire, c'est-à-dire tout ce dont Dieu les a privés.

Nous nous attendions à cette réponse de la vieille presse; mais ce à quoi nous ne nous attendions pas, c'est que ces journalistes obscurs se crussent dignes des récompenses qu'ils refusent à des artistes connus de toute l'Europe; c'est qu'ils jugeassent leurs premiers Paris et leurs bruits de salon bien au-dessus des romans avidement parcourus, des drames frénétiquement applaudis, des travaux littéraires et historiques savamment conçus et patiemment étudiés; c'est que le gouvernement fit distribuer les récompenses nationales, comme Suétone raconte que Néron les fit distribuer aux jeux olympiques, en prenant pour lui le premier prix, parce qu'il était tombé trois fois de son char.

DU-CADASTRE (1).

Le cadastre, on le sait, a été prescrit en France dans un but purement fiscal.

Dans tous les temps et dans tous les pays on a senti le besoin d'un cadastre qui délimitât la propriété de chacun, et donnât les moyens d'asseoir une juste répartition de l'impôt.

En 1679, Colbert traça le plan d'un cadastre général. Bien avant lui, Charles V avait ordonné en 1359, la révision du cadastre du Dauphiné. En 1491, Charles VII avait décrété qu'il serait procédé au cadastre de toute la France, alors divisée en quatre provinces nommées Languedoc, Langued'oil, outre-mer et Normandie. On ne termina que celui du Languedoc.

M. de Chamillard, et plus tard M. de Lowerdy, voulurent continuer

(1) Voir la Presse des 31 octobre et 4 novembre derniers.

puis les figures et les ornements de la porte: ce serait une dépense de deux douzaines de mille francs, et à coup sûr de jeunes artistes, même parmi ceux qui promettent et tiennent le plus, seraient enchantés de gagner six mille francs par an à tailler vivement et franchement de la pierre avec la liberté et la fantaisie du style ornemental; leur position matérielle et leur talent y gagneraient. Puget a commencé par sculpter des figures de bois pour les poupes de vaisseau, et je pense qu'à ce travail d'ouvrier son talent de statuaire a pris la souplesse forte et vivace qui lui vaut l'admiration universelle. Nos artistes ne touchent en quelque sorte la matière qu'avec des gants, et ce n'est pas ainsi qu'il faut faire pour la soumettre et la dompter: elle demande à être pétrie et tripotée hardiment et les mains nues. Je l'ai dit et je le répète, ce n'est qu'en cognant, en râclant et en martelant la pierre du matin au soir que l'on devient sculpteur; autrement l'on n'est qu'un littérateur ou qu'un poète, si l'on aime mieux; on rêve de fort belles statues que l'on ne sait pas exécuter. Si les ouvriers que l'on nomme praticiens s'entendaient, je doute qu'il y eût aujourd'hui un statuaire qui pût lui-même traduire en marbre son modèle de terre, préalable-ment moulé en plâtre, autre opération dont il n'est pas sûr qu'aucun de ces messieurs vint à bout sans secours.

Est-ce que ce ne serait pas de l'argent bien mieux employé que celui qu'on dépense en peinture à l'huile, en mastic de dhil, en rampes d'acajou, en balustrades de fer coulé en glaces et en bâtons de cuivre pour les devantures de boutiques, et autres vulgarités du luxe bourgeois. De cette façon, beaucoup de jeunes gens qui languissent et s'étiolent dans l'obscurité, faute de trouver une occasion de se mettre en contact avec le public, se produiraient avantageusement au jour et éviteraient une misère à laquelle il devient de plus en plus difficile de se soustraire. — Le gouvernement ayant fait mettre des statues à peu près partout où il en pouvait tenir et même en des endroits où elles allaient fort mal, entre autres sur le pont de la chambre des députés, et le nombre des commandes devant nécessairement diminuer de jour en jour, la première ville de France ressemblerait beaucoup moins, au bout de quelques années, à une fourmilière d'hommes dont l'étendue fait seule le mérite. Triste mérite!

Klagnann, Prévaut, Elshoect, Feuchères, Janet, et bien d'autres se chargeraient très volontiers de semblables travaux, et s'en acquitteraient à merveille; cela leur serait beaucoup plus profitable que de faire des

le travail qu'avait commencé Colbert, mais ils furent arrêtés par les mêmes obstacles qui avaient empêché l'exécution des projets de ce célèbre ministre. Les grands propriétaires féodaux surent toujours rendre vains tous les efforts tendant à ce but; ils avaient tous des terriers particuliers de leurs propriétés, et cela leur suffisait; car si un cadastre général avait été exécuté, ils se seraient trouvés dans la nécessité de payer l'impôt, et c'est ce qu'ils ne voulaient pas.

Napoléon seul eut assez de force pour imposer silence à ces réclamations, et en 1808, fut prescrit le parcellaire qui devait détruire toutes les inégalités existant dans tous les degrés de répartition de l'impôt.

Toutefois l'exécution de ce travail a rencontré de nombreuses et puissantes entraves. Interrompu par suite des influences aristocratiques qui se firent jour dans les premières années de la restauration, le parcellaire a ensuite été presque entièrement abandonné au bon vouloir des conseils généraux; mais l'excellence de cette mesure était si évidente que, dans toute la France, ces assemblées n'ont pas hésité à voter des centimes additionnels pour opérer le cadastre dans leurs départements respectifs; quelques-unes même ont demandé l'autorisation nécessaire pour élever leurs votes au-delà du chiffre des centimes autorisés par la loi, et cette demande leur a été accordée.

Aujourd'hui le cadastre est à peu-près terminé dans la plupart de nos départements, mais il est loin d'avoir atteint toute la perfection désirable.

Les auteurs premiers du cadastre avaient bien compris toute son importance et tous les résultats profitables qu'on pouvait en attendre; la nécessité d'une conservation cadastrale ne leur avait point échappé. Mais, effrayés des difficultés qu'ils allaient rencontrer s'ils développaient leur plan tout entier, ils durent n'en mettre au jour qu'une partie, et encore eurent-ils bien de la peine à obtenir qu'on poursuivît la confection du parcellaire. C'est ainsi que, malgré les efforts de M. Henet sous l'empire, et ceux de M. Saurimon sous la restauration, on a commencé le cadastre en tâtonnant, c'est-à-dire par divers essais très coûteux, puis on l'a continué avec hésitation, incertitude; enfin son exécution, suspendue plusieurs fois, a traîné en longueur par le manque d'allocation assurée.

De cette hésitation, de cette versatilité dans les allures du pouvoir, il est résulté qu'on n'a pu réunir un personnel aussi éclairé qu'on l'aurait fait si, le service étant bien organisé, chaque agent de la partie d'art du cadastre avait pu voir un avenir certain dans la carrière qui lui était ouverte.

En raison de ces causes de défectuosité du cadastre actuel, tout bon système de conservation devra nécessairement être conçu de manière à rectifier autant que possible les irrégularités qui se sont glissées dans la confection du parcellaire.

Mais avant d'aborder au fond la question de conservation, voyons bien notre point de départ:

Le cadastre, prescrit et exécuté dans le but de régulariser l'assiette de l'impôt, est terminé dans la France presque toute entière.

Le travail du cadastre actuel consiste à lever le plan parcellaire des différentes propriétés d'une commune, à évaluer chaque héritage, de manière à composer un tableau indicatif présentant, sous le numéro de chaque parcelle, sa contenance, son revenu et le nom de son propriétaire.

La confection de ce travail aura coûté environ 200 millions.

Il s'agit maintenant de savoir si l'on doit conserver le cadastre, c'est-à-dire entretenir successivement, sur les plans et autres pièces cadastrales, les mutations qui surviennent dans les propriétés, ou s'il faut seulement le renouveler, c'est-à-dire n'opérer les mutations sur les pièces cadastrales qu'à des époques périodiques plus ou moins longues.

L'examen de ces deux systèmes fera l'objet de l'article qui suivra.

Chronique politique.

Il se disait ce soir parmi les personnes qui reçoivent les confidences ministérielles, que le discours du roi aurait ce caractère nouveau jusqu'à présent d'être fort net, fort précis, fort explicite, et de toucher les questions principales de la politique avec une grande fermeté.

Nous verrons avec plaisir cette innovation, qui tend à donner aux formes constitutionnelles la sincérité qui leur a manqué jusqu'à présent. Il faut que la solennité de l'ouverture des chambres repose sur quelque chose de plus que des phrases, et que les députés de la France qui sont accourus pour entendre les projets du gouvernement par la bouche du roi, rapportent des informations positives de cette communication auguste.

Il semblait du reste, à voir aujourd'hui l'aspect de la chambre, qu'elle était aussi disposée à dépouiller un peu le vieil homme, et à laisser s'éteindre les querelles personnelles pour s'occuper de la discussion

figures isolées, sans but direct, et qu'ils ne savent où placer; si cet usage de lier la sculpture à l'architecture avait été plus répandu en France, les statues chargées de décorer l'arc de triomphe, n'auraient pas si complètement échoué, et ce grand tas de pierres aurait l'air d'autre chose que d'une porte cochère gigantesque ouvrant sur le ciel; les dures critiques n'ont pas été épargnées à ces pauvres diables, mais en vérité, il n'y avait pas de leur faute, toute leur vie ils n'avaient fait que des académies debout et toutes nues, ils s'entendaient fort peu à la perspective et à la composition monumentale, ils ont applati, tant bien que mal, leur bonhomme grec ou romain, et ils l'ont plaqué sur le mur. Je doute que l'idée ait pris à aucun d'eux de regarder l'arc de triomphe.

Il faut diminuer autant que possible l'œuvre du maçon pour faire la part plus grande à l'architecte et au sculpteur. Nous avons indiqué quelques moyens d'employer les statues à la décoration extérieure; il n'est pas moins facile de les appliquer à l'embellissement des chambres qu'à celui des façades. — Les chambranles des cheminées peuvent être ornés de figurines de marbre ou de pierre; au lieu de l'abominable applique de carton ou de pâte qui sème la rosace au milieu de votre plafond, que ne faites-vous sculpter au ciseau une arabesque de Bougaut, une tête de chérubin, cravatée de ses ailes, ou tout autre fantaisie? Pourquoi les ferrures de vos portes ne sont-elles pas ciselées et découpées à jour? Il ne s'agit pas ici des portes de la cathédrale de Florence, de Ghiberti, que Michel-Ange trouvait si belles, mais de quelque chose de simple et de praticable.

Croyez-vous que des menuiseries sculptées, ne vaudraient pas tous vos papiers veloutés, toutes vos tentures de calicot, de fausse perse, de croisé ou de mauvaise soie? Et ces affreuses pendules dorées avec des troubadours qui pincent de la guitare, ou des nègres qui font voir alternativement le blanc et le noir de leurs yeux, pensez-vous qu'elles ne seraient pas remplacées avantageusement par des groupes originaux de bronze rouge, dans le goût florentin, ou des horloges d'ébène ou d'écaillé, avec des incrustations d'or et d'acier, à la manière des belles pendules de Boulle, cet admirable artiste, d'un style si riche et si sévère? Que ne rétablit-on les dessus de porte et les trumeaux? ce serait un moyen de bannir de nos appartements ces misérables gravures encadrées que tout le monde peut avoir, et de faire travailler une infinité de peintres qui ne font rien. Que n'essaie-t-on aussi d'employer la fresque au lieu de papier, pour couvrir les murailles des salons; ce serait

calme et sérieuse des intérêts. Cette attitude digne et réservée prouvait du reste ce que nous avions déjà fait pressentir, c'est que les haines et les passions soulevées ces jours derniers par les journaux n'avaient aucun retentissement dans le pays. Les députés ne viennent en ennemis de personne; mais en juges de tout le monde.

La division de la police générale du royaume, au ministère de l'intérieur, est toujours vacante depuis la mort de M. Rozan qui en était le chef; ce poste important est, dit-on, destiné et a été offert à M. Rivet, aujourd'hui préfet du Rhône, et qui, en cas d'acceptation, viendrait l'occuper en prenant le titre de directeur de la police générale, avec des attributions plus étendues.

L'exiguïté singulière du traitement attaché à l'agrégation dans l'instruction publique, traitement qui ne s'élève guères au-dessus de 400 fr. et qui soumet ainsi aux cruelles épreuves d'un indigent apprentissage les jeunes gens qui se dévouent aux fonctions pénibles de l'enseignement, avait depuis long-temps appelé l'attention des chefs de l'Université sur le sort des agrégés. Mais des circonstances diverses s'étaient opposées à une amélioration si nécessaire et si juste. On annonce que le ministre a demandé au conseil royal un travail sur les moyens de remédier à un pareil état de choses, et d'assurer un traitement plus convenable aux jeunes professeurs qui attendent les vacances de chaires à remplir.

On assure que le général de Rigny, dont l'honneur a été gravement compromis par les insinuations de certaines feuilles, et surtout par un passage d'un ordre du jour du maréchal Clausel, a sollicité, comme une faveur, sa comparution devant un conseil de guerre, et qu'il proteste contre l'enquête ordonnée sur sa conduite. Le général demande toute la sévérité, toute la publicité d'un tribunal militaire pour que l'opinion publique puisse apprécier ses moyens de défense, et que rien ne manque à sa justification.

L'ex-famille royale a sollicité et obtenu du gouvernement autrichien l'autorisation de rester à Goritz jusqu'au mois de mai prochain; à cette époque elle ira habiter Kirchberg, en Styrie, dans le cercle de Gratz. Quelques correspondances de Vienne disent qu'elle a refusé l'offre qui lui a été faite, par l'empereur Nicolas, du château de Mittau, en Courlande, déjà célèbre par le séjour de Louis XVIII.

On écrit de Vienne que l'archiduc Jean, que son mariage avec la fille d'un fermier tyrolien avait tenu éloigné de la cour pendant les dernières années du règne de l'empereur François II, y exerce maintenant une haute influence; le nouvel empereur, qui apprécie l'expérience et la capacité de l'archiduc Jean, semble vouloir réparer à son égard les torts du dernier souverain; on dit même que le retour du comte Kolowrat aux affaires a été fortement appuyé par l'archiduc.

Nouvelles d'Espagne.

MADRID, 19 décembre. — Dans la séance d'hier, 18, les Cortès, après un examen approfondi et une discussion remarquable, ont adopté presque à l'unanimité la base de deux chambres législatives.

La *Gazette de Madrid* du 19 contient le décret suivant: Isabelle II, par la grâce de Dieu, etc.

« Les Cortès générales du royaume autorisent le gouvernement de S. M. à conclure, nonobstant les articles 10, 172 et 175 de la Constitution politique promulguée à Cadix en 1812, des traités de paix et d'amitié avec les nouveaux Etats de l'Amérique espagnole, en adoptant pour base la reconnaissance et la renonciation à tout droit territorial et de souveraineté de la part de l'ancienne métropole, sans compromettre toutefois l'honneur ni les intérêts nationaux.

— Il est difficile de prévoir comment les Cortès occupées de la réforme de la Constitution pourront pourvoir à leurs travaux multipliés; 682 motions différentes sont inscrites.

BAYONNE, 22 décembre. — L'arrivée sans obstacle des généraux Gomez et Cabrera sur l'Ebre, à la tête d'une partie de leurs forces, est maintenant certaine. Les nouvelles du quartier-général de Durango, en date du 20 courant, confirment ces rapports. Elles portent en outre que le commandant général du siège de Bilbao, comte Casa Eguia, annonçait dans son rapport d'avant-hier que, vers midi, le même jour, le feu avait recommencé contre le palais de Quintana et le fort de Mallona, que la brèche avait été ouverte; elle n'était pas encore praticable, mais les chrétiens avaient subi une perte considérable.

Le général en chef Villareal annonce en date d'hier le mouvement fait par l'ennemi dans la direction de Desierto. A midi, une division de huit mille hommes avait passé la rivière et pris position sur la Cordillère de Ondiz et les carrières de Aspe, non sans essayer un feu très vif de la part des troupes carlistes stationnées à Azua et à Evandio.

plus cher, mais ce serait plus beau et plus durable, deux avantages à considérer? Pourquoi laisser toujours les plafonds blancs et ne pas les peindre? Rien n'égale et n'agrandit une chambre comme un plafond peint, et puisque l'on a maintenant la manie des buffets et des baluts de la renaissance, pourquoi n'en fait-on pas sculpter de neufs, au lieu d'acheter à des marchands de bric-à-brac des morceaux de bois piqués des vers et enduits d'un mastic brun, qui prête un faux air d'antiquité à des morceaux rajustés grossièrement par des ouvriers ignorants? Cela aurait l'avantage immense de faire, à la longue, tomber cet affreux commerce de coffres d'acajou que l'on nomme secrétaires et commodes; ce que je dis des secrétaires et des commodes, peut s'appliquer aussi aux fauteuils qui sont fabuleusement hideux, et semblent avoir été inventés pour ne pas s'asseoir dessus.

Il n'est rien que l'art ne puisse rehausser et rendre précieux; sous ses puissantes mains le cuivre se change en or, les ustensiles les plus humbles deviennent des objets curieux: Bernard de Palissy, qui n'était qu'un faïencier, a trouvé moyen de faire des chefs-d'œuvre avec des plats, des assiettes et des pots. Benvenuto Cellini, Albert Durer cisaient des salières, des manches de poignard, des drageoires et toutes sortes de pièces d'argenterie. Dans ce temps-ci, Benvenuto Cellini n'aurait pas refusé de faire des têtes de canne pour Verdier, et des serre-papiers pour Susse ou pour Giroux. Je sais que quelques artistes, forcés par la nécessité de gagner quelque argent, s'occupent de semblables travaux, mais ils le font en cachette, sournoisement, clandestinement, avec un sentiment de fausse honte qu'ils feraient bien de perdre. Il vaut mieux avoir fait une belle pendule, qui sert à quelque chose, qu'une mauvaise statue qui ne sert à rien; à force d'avoir peur d'être pris pour des ouvriers, les artistes ne font rien du tout; et je voudrais bien savoir à quoi sont bons des sculpteurs et des peintres, si ce n'est à sculpter et à peindre nos cannes, nos couteaux et notre argenterie, nos meubles, nos portraits et nos maisons. Sans doute j'aimerais mieux l'art libre et solitaire, l'art amoureux de lui-même comme Narcisse; mais tout charmant qu'il était, Narcisse mourut penché de douleur sur la pâle effigie qu'il entrevoyait dans la fontaine troublée par ses larmes, et vers laquelle il tendait en vain ses beaux bras d'ivoire amaigris; et si l'art continue à s'isoler dans son amour comme le triste adolescent, il est à craindre que le même sort ne lui arrive.

THÉOPHILE GAUTIER.

Débats de la presse.

Voici en quels termes le *Constitutionnel* et le *Courrier français*, qui réclament aujourd'hui l'intervention en Espagne parce que le gouvernement se refuse à la faire, s'y opposaient eux-mêmes à une époque où le bruit se répandait que le gouvernement pourrait bien se décider à l'accorder. On verra clairement que les opinions de l'opposition en général, et de ces deux journaux en particulier, ne leur appartiennent pas en propre, et ne sont que la contre-partie ou la négation de celles que professe le pouvoir.

On lisait dans le *Constitutionnel* du 23 mai 1835 :

« Si nous sommes bien informés, M. Thiers est le seul de nos hommes d'état qui soit porté pour l'intervention limitée aux simples provinces basques; en addition malheureuse de singer Napoléon l'engage toujours à tenter la guerre. »

« 10 juin. — Après avoir cité un extrait du *Journal des Débats*, qui annonce que l'intervention n'aura pas lieu, le *CONSTITUTIONNEL* doute : Quo nous lions au refus du cabinet anglais la résolution à laquelle s'arrête enfin le ministère, ou que LES RÉPUGNANCES UNANIMES MANIFESTÉES l'aient éclairé sur les vœux et les intérêts de la France, nous nous applaudissons toujours du résultat. La paix ne sera pas troublée, le sang de nos soldats ne sera pas répandu; nos finances, si épuisées, ne subiront pas une brèche nouvelle, L'INTERVENTION N'AURA PAS LIEU. »

« Le sage parti que prennent la France et l'Angleterre rend plus que jamais nécessaire la loyale et complète exécution de ce traité de la quadruple alliance, SI MAL A PROPOS INVOQUÉ A L'APPUI DE L'INTERVENTION. »

On lit dans le *Constitutionnel* d'aujourd'hui :

« L'Espagne, deux fois si malheureuse par la France, pousse des cris d'agonie à notre oreille, et NOUS QUE LES TRAITÉS LIENT IMPÉRIEUSEMENT À SES DESTINÉES CONSTITUTIONNELLES, nous lui refusons des secours qui lui seraient dus en expiation du mal que nous lui avons fait. Nous devons dans un impossible égoïsme, quand on bombarde Bilbao à quelques lieues de nos frontières, et quand chaque jour, chaque heure peut nous apprendre que son héroïque garnison, que ses habitants, femmes, enfants, vieillards, ont été passés au fil de l'épée! Et contre qui nous montrons-nous si impitoyables? et à qui nous refusons l'incroyable inertie profitée-t-elle? Nous sommes impitoyables pour les défenseurs de la liberté espagnole, pour un gouvernement dont tous les efforts tendent à faire rentrer la révolution péninsulaire dans le calme et la majesté; nous s'est assise notre révolution; pour des hommes qui obéissent à la fois à leurs convictions sages et modérées, et au désir le plus sincère de gagner les bonnes grâces de la France, modifiant, sur le patron de la nôtre, leur démocratique constitution. Notre inertie profite à un homme qui s'est fait le symbole vivant de l'absolutisme, à un prince digne de la couronne monacale, qui a pris pour généralissime la vierge des Sept-Douleurs, à un chef de bandes qui fait fusiller les prisonniers fuites à la chasse, et qui reproduit, dans sa lutte féroce, toutes les barbaries des guerres de religion. Comme cela s'est fait à la France, cette reine de la civilisation! comme il est beau de elle de demeurer froide et inerte au milieu de ces horreurs du moyen âge! »

Nous ne croyons pas avoir besoin d'ajouter des réflexions à ces deux exemples qui parlent assez d'eux-mêmes. En 1835, le *Constitutionnel* trouvait que les vœux et les intérêts de la France s'opposaient à l'intervention; en 1836, le *Constitutionnel* trouve que nous refusons à l'Espagne des secours qui lui sont dus en expiation du mal que nous lui avons fait; en 1835, le *Constitutionnel* s'applaudissait de ce que le sang de nos soldats ne serait pas répandu, de ce que nos finances ne subiraient pas une brèche nouvelle; en 1836, le *Constitutionnel* s'indigne de ce que la France, cette reine de la civilisation, se montre égoïste et impitoyable; en 1835, le *Constitutionnel* prétendait que le traité de la quadruple alliance était MAL A PROPOS INVOQUÉ A L'APPUI DE L'INTERVENTION; en 1836, il prétend que LES TRAITÉS NOUS LIENT IMPÉRIEUSEMENT À SES DESTINÉES CONSTITUTIONNELLES.

Si ce double jeu du *Constitutionnel*, si ce cri de vive le roi ou de vive la ligne, alternativement poussé, selon le vent qui souffle, n'est pas une comédie, une ridicule comédie, une indigne, une honteuse comédie, nous serions bien curieux de savoir de quel nom il faut l'appeler.

Et le *Courrier français*, comment expliquera-t-il l'accroc qu'il a fait à ses principes de l'année dernière, en demandant avec ardeur ce qu'il repoussait avec passion?

On lisait dans le *Courrier français* du 2 juin 1835 :

« La véritable force qui empêche l'intervention réside aujourd'hui dans les dispositions de la chambre. Mais sera-t-elle consultée? Le ministère tout en exploitant son dévouement ne fait pas grand cas de son intelligence, et professe assez ouvertement cette espèce de mépris. Il se pourrait bien qu'après l'avoir jugée bonne pour voter les crédits de toute forme et pour donner un coup de collier au procès d'avril, l'on attendit son absence pour faire une brèche au système de paix qui avait servi à la financer en faveur du 15 mars. »

« 22 juin. — Pour l'Espagne, il n'y a plus de salut que dans la spontanéité d'un mouvement énergique; car il ne faut pas s'abuser, les corps auxiliaires, dont le ministère espagnol accepte l'assistance, ne lui seront d'un véritable secours qu'autant que le gouvernement obtiendra l'appui et le concours de la nation; autrement, L'INTERVENTION, NÈME DIRECTE, ÉCHOUE. »

On lisait dans le *Courrier français* d'aujourd'hui :

« L'opposition est décidée à prêter appui au centre gauche sur toutes les questions que celui-ci juge comme elle; le gouvernement représentatif à relever de l'abaissement où il est tombé, la révolution espagnole à préserver d'un péril imminent, l'honneur et la sécurité de la France à garantir. »

On lit dans le *Courrier français* d'hier :

« Il nous importe de ne pas demeurer étrangers à ce qui se passe dans ce pays, et surtout d'empêcher que la contre-révolution ne s'y accomplisse. »

Et le *Journal du Commerce*, cet autre champion de l'intervention, qu'est-ce qu'il dira pour expliquer comment il a jeté aux orties les idées qu'il soutenait dans son numéro du 1^{er} juin 1835, et dont voici un passage :

« Il a été un instant où cette intervention, rapidement exécutée, aurait pu étouffer la guerre civile dans son foyer; aujourd'hui l'imaginaire s'effraie des chances et des sacrifices de tous genres qu'elle pourrait entraîner. Dans ce moment, deux partis divisent la Péninsule; qui oserait affirmer que notre intervention n'en susciterait pas un troisième qui, intronisant une branche cadette, proclamant une constitution d'origine nationale, invoquant le principe de non-intervention que nous avons posé nous-mêmes il y a quatre ans comme la base de notre droit public, se trouverait armé contre nous de nos propres maximes et des exemples que nous avons donnés aux nations? »

Que signifient donc ces contradictions et ces palinodies? pourquoi l'intervention était-elle injuste, impossible l'année dernière, et pourquoi est-elle légitime et facile maintenant? quelle est celle de ces deux opinions que les journaux de l'opposition ont sérieusement soutenue? Celle de l'an dernier? Mais alors ils se moquent donc de leurs lecteurs d'aujourd'hui? Celle d'aujourd'hui? Mais alors ils se moquaient donc de leurs lecteurs de l'an dernier?

Et ce sont de pareilles gironettes qui voudraient que le public les prit pour guides? Le public a beaucoup plus de bon sens et d'esprit que l'opposition n'a l'air de le croire.

Chambre de Députés.

MM. les députés présents à Paris se sont réunis aujourd'hui, à deux heures, pour la constitution du bureau provisoire et le tirage au sort de la grande députation chargée de recevoir demain le roi.

Plus de 200 députés assistaient à cette réunion.

Le bureau provisoire est composé de la manière suivante :

Président : M. Bedoch;

Secrétaires : MM. Mathieu de la Redorte, — le comte Roger, — Du-

châtel (Napoléon), — d'Haubersaert.

Voici les noms de MM. les députés composant la grande députation qui ira demain au devant de S. M. :

MM. Martell, MM. Falguierolles,

Chapuis de Montlaville, Cuq,

Poudoussquié,
Champanhet,
Kératry,
Garnon,
Boignes,
Havin,
Grignon de Montigny,
Croissant,

Petit-Groffier,
Cuny,
le général Demarçay,
Démonts,
Armez,
Luneau,
Pelet de la Lozère,
Desahes.

Nouvelles diverses.

PARIS, 26 décembre. — Hier au soir, le roi a travaillé avec M. le ministre de la marine.

Dans la soirée, M. Vatout, député, M. le chargé d'affaires de Naples et plusieurs députés ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

Aujourd'hui M. le comte de Montalivet, intendant général de la liste civile a travaillé avec S. M.

M. Dupin a eu l'honneur d'être reçu par le roi.

La reine et les princesses sont sorties pour aller visiter plusieurs magasins.

— Mme la comtesse de Torenio a eu l'honneur d'être présentée vendredi au roi et à la famille royale.

— S. M. la Reine, LL. AA. RR. Madame Adélaïde et la princesse Marie ont honoré une seconde fois de leur présence les salons d'Alph. Giroux et comp., rue du Coq-Saint-Honoré, où elles ont fait de nouvelles emplettes pour le jour de l'an.

— M. Henri Fonfrède est en ce moment à Paris.

— Les journaux anglais ne sont pas arrivés aujourd'hui.

— L'ordre des lectures de la séance publique de l'Académie des sciences morales et politiques, qui doit avoir lieu le 28 de ce mois, est arrêté de la manière suivante : 1^{re} Jugement sur les mémoires adressés au concours de 1836, et proclamation des sujets de prix mis au concours des années 1837-38-39; 2^o De l'instruction primaire à Rotterdam; notes recueillies dans un voyage en Hollande, par M. Cousin; 3^o Notice sur la vie et les travaux de M. le comte Siéyès; par M. Mignet; 4^o Eloge de M. Malthus, associé étranger de l'Académie, par M. Ch. Comte, secrétaire perpétuel.

— Il y a eu avant-hier grande réunion à l'ambassade de Suède. Les nationaux en faisaient les frais en grande partie. Comme en Angleterre, la veille de Noël est une fête en Suède à laquelle toutes les familles s'associent. La cour, la ville, les pauvres et les riches trouvent dans cette époque un souvenir qui pousse à l'union. On échange des présents. Le roi et les membres de sa famille ne manquent jamais aux malheureux que cette circonstance recommande particulièrement. La fête à l'ambassade a été dans le même esprit de bienveillance. Le ministre et la comtesse en ont fait les honneurs avec un tact parfait, et le petit nombre de français et d'étrangers qui s'y trouvaient, avaient, par des travaux utiles, acquis des droits à l'estime particulière de la Suède.

— M. le président Pasquier va, dit-on, habiter l'hôtel dit du Petit-Luxembourg, à côté du palais; cet hôtel, qui tombait en ruine, a été restauré de fond en comble l'année dernière avec une grande richesse de décorations.

— A compter du 1^{er} janvier, un service de poste sera organisé pour transporter les lettres et les journaux à Orléans dans la journée.

— Avant-hier, deux enfants, les jeunes Lefebvre, âgés de six à sept ans, jouaient ensemble sur le bord du canal Saint-Martin : lorsque poussés l'un par l'autre, ils tombèrent à l'eau. A leurs cris accoururent bientôt les nommés Denis et Lecourt, ouvriers en clois d'épingles. L'un et l'autre essayèrent d'abord de sauver ces malheureux en se couchant à terre et leur tendant la main, mais Denis seul a eu le bonheur de saisir l'un de ces enfants et de le sortir du canal. Lecourt alors, malgré le froid violent qui se faisait sentir, se jeta à l'eau tout habillé, et parvint après beaucoup d'effort, à sauver le second qui déjà avait perdu connaissance.

— Nous voyons avec plaisir que M. le préfet de police a rendu une ordonnance concernant l'enlèvement des neiges et des glaces, qui encombre les rues de Paris, et rendent si dangereux les trottoirs des boulevards. Depuis deux jours, chaque instant est signalé par de nouveaux accidents; aussi cette mesure est d'urgence.

Ce qui ajoute aux dangers du moindre trajet pour les piétons tranquilles, ce sont les glissades établies par les enfants qui s'amuse à palmer sur les trottoirs du boulevard. Quelquefois, une légère couche de neige couvre le sillon brillant, et de fréquentes chutes viennent signaler ces écueils à fleur de terre. Il nous semble que de pareils exercices devraient être interdits dans les lieux passants.

— Un cultivateur des environs de Bourgoin, vient de découvrir, en défrichant son champ, un vase contenant près de deux mille médailles et des monnaies en or et en argent, du quinzième siècle et du commencement du seizième. A ce petit trésor étaient jointes huit à dix bagues en or et en argent de la même époque. Un amateur de cette ville en a fait, dit-on l'acquisition.

— La subdivision militaire de l'Ain est momentanément réunie à celle de Lyon.

— Le bruit courait à la bourse de ce jour, que le discours du trône annoncerait une amélioration notable dans nos finances, et la résolution inébranlable de ne point intervenir en Espagne. Cette nouvelle a rendu un peu de faveur à la rente.

— L'élection de Caen est vivement disputée : le premier tour de scrutin n'a pas produit de résultat; le nombre des votants était de 390; majorité absolue, 205. Les voix se sont ainsi réparties :

M. Chatry-Lafosse, député sortant, 180;

M. de Fontenelle, candidat légitimiste, 168;

M. Treillard, candidat de la gauche, 86;

M. Gervais, tiers-parti, 79;

M. Bissard, conseiller et candidat du juste milieu, 75.

Le reste des voix a été perdu.

— Le procureur-général de Colmar, M. Rossée, qui doit porter la parole dans l'affaire du complot bonapartiste, est déjà arrivé à Strasbourg.

— Le dernier rapport, sur la recherche de la *Lilloise*, publié par le *Moniteur*, mentionnait le bruit répandu, sur les côtes d'Islande, qu'un bateau de pêche hollandais avait été témoin du naufrage de ce brick de guerre, le 28 août 1835.

Ce bruit, si alarmant, est démenti de la manière la plus positive. Une lettre de M. Hoogendyk, armateur du bateau de pêche désigné, reçue par la famille de M. de Blossville, commandant de la *Lilloise*, rapporte que les deux bâtiments se sont rencontrés pendant une tempête, le 19 juillet 1835. Les dernières lettres de M. de Blossville sont du 5 août suivant.

CANALISATION DE LA SOMME.

Dès 1727, on conçut le projet de rendre la Somme navigable, ce qui serait devenu un élément de prospérité pour les contrées fertiles et populeuses qu'arrose cette rivière, et pour les villes manufacturières qu'elle traverse. Des contestations s'élevèrent; les travaux n'eurent un commencement d'exécution qu'en 1788.

Deux ports se présentaient à l'embouchure de la Somme, le Crotoy et Saint-Valéry, entre lesquels on avait à choisir.

Le Crotoy, petit bourg situé sur la rive droite, se recommandait par une heureuse position. Son port, d'un abord facile, avait 50 à 60 pieds de profondeur; les navires le fréquentaient déjà en tous temps; des travaux peu importants suffiraient pour le rendre aussi sûr que commode.

Quant à la communication avec l'intérieur, on eût fait un barrage-ecluse, à deux lieues plus haut. Des bâtiments de 200 et 500 tonneaux auraient alors pu monter à Abbeville. La prospérité future d'une ville voisine eût effrayé Amiens, dont les habitants s'opposèrent à ce projet qui offrait le plus de chances de réussite, pour jeter les yeux sur Saint-Valéry, qui ne les alarmait point par sa concurrence.

Saint-Valéry, ville de 5,000 âmes, située sur la rive gauche de la Somme, était séparée du lit de cette rivière par d'énormes bancs de sable; mais elle était le berceau d'ingénieurs et de hauts personnages dont l'influence l'emporta. Le canal fut tracé sur la rive gauche.

La révolution arrêta les travaux; ils furent repris sous l'empire, mais Napoléon, ayant examiné la Somme, reconnut l'immense suite de l'administration. — Ousont, dit-il, les auteurs de ce plan? — Ils sont morts, sire. — A eux tous les torts, ajouta l'empereur; et les travaux furent délaissés jusqu'en 1826. On les reprit alors, et leur entier achèvement eut lieu en 1835.

Cependant, dès 1854, les familles d'Abbeville et même quelques jours n'aux d'Amiens s'élevèrent contre l'énormité des dépenses. Un honorable député, M. Estancelin, se rendit l'organe de ses commettants; il rappela dans plusieurs mémoires les fautes du génie; il provoqua des enquêtes qui ne produisirent aucun résultat, relativement à l'abandon des travaux. On était entré dans une mauvaise voie; comment en sortir?

Les travaux terminés, rien ne se réalisa de ce qu'on avait promis; la navigation de la Somme, loin d'être améliorée, devint plus incommode et plus périlleuse.

Les chasses faites à St-Valéry n'avaient pu tracer à la nouvelle Somme un lit à travers des sables de trois lieues d'étendue. La partie haute de la baie, privée de ses eaux, s'est comblée, et ce comblement, ôtant aux courants de flot et de jusant leur force, a étendu et exhaussé les bancs du large : le nouveau chenal est moins profond, moins direct que l'ancien, et les bâtiments qui, autrefois, entraient à toute marée au Crotoy, sont obligés aujourd'hui de séjourner plusieurs jours à la mer.

Quinze millions de francs ont été sacrifiés sans créer sur la rive gauche les avantages qu'offrait la rive droite. Maintenant que le mal est évident, que la cause en est connue, on songe à remédier au mal; et sous prétexte de terminer des travaux que l'on croyait finis, on sollicite de nouvelles et grandes allocations qui, mal employées encore, ne produiront pas davantage.

On propose de substituer sur cette même rive gauche, au port inutile de Saint-Valéry, l'avant-port du Hordel, complément indispensable des beaux travaux exécutés à Saint-Valéry. Encore des obstacles invincibles à surmonter, encore un nouveau gouffre pour l'or des contribuables.

Le Hordel est l'anse que forme le prolongement d'une pointe de galets dont la forme et l'étendue varient selon la disposition des courants qui l'avoisinent : chaque année cette pointe mobile s'allonge de dix à douze mètres. La tout serait à créer; pas de port, pas de quais, pas de magasins, pas même une maison; partout un sol mobile composé de galets, et, ce qui est pis, une entrée qui sera toujours difficile et périlleuse.

MM. Wissoq et Duperré, ingénieurs hydrographes, chargés, en 1855, du relèvement des côtes de France, reconnurent ces défauts. « Il en résulte, disent-ils, que l'abri de la pointe du Hordel n'est pas constamment dans le même état, et que le refuge qu'il offre aux bâtiments n'est pas, à toutes les époques, également sûr, commode et de facile accès. » C'est ce port cependant que l'on propose pour remédier à l'insuffisance de Saint-Valéry.

Cependant le petit bourg du Crotoy, situé seul sur la rive droite, voit malgré l'oubli où on le laisse, les navires aborder dans son port; la nature semble l'indiquer comme le point où les travaux seraient fructueux; mais plus il brille, plus son triomphe est évident; plus on redouble d'efforts pour l'ancrer : effet inévitable d'un grand orgueil blessé.

Les vents régnants de la baie de Somme, les vents qui agissent avec plus de force pendant les trois quarts de l'année, sont ceux de S et S.-O. Ce sont eux qui, soufflant perpendiculairement à la côte du Crotoy, y entretiennent cette profondeur tant enviée sur la rive gauche.

De pareils résultats doivent ouvrir les yeux du gouvernement. Ne reconnaît-il pas que la demande de 150,000 fr. en faveur du Hordel est le prélude de dépenses bien plus considérables, car en admettant qu'un bon port surgisse des galets du Hordel, la communication de St-Valéry à la mer ne sera ni plus facile, ni moins précaire. On prétextera alors la nécessité d'un canal entre Saint-Valéry et le Hordel; ce qui absorbera des millions, plus que ne coûteraient les travaux du projet Sar-toris.

En résumé, il faudrait une enquête faite par des hommes expérimentés dans l'étude de la mer et de ses effets, et qui, étrangers à ces personnes et aux localités, visiteraient la baie incognito, questionneraient les marins, observeraient les mouvements des sables, la disposition des courants et l'influence des vents. Leur rapport jetterait un jour nouveau sur une question de laquelle dépend l'avenir commercial d'une intéressante contrée.

— Le brillant succès de *Madame Favart* ne s'est pas démenti à la seconde représentation; cette charmante pièce avait attiré la foule au théâtre du Palais-Royal, et jamais mademoiselle Dejaret n'avait jouée avec plus de verve et de gaieté. Nous prédisons cent représentations à ce nouvel ouvrage de MM. Xavier et Masson.

BOURSE DU 26 DÉCEMBRE.

Le mauvais temps a empêché l'arrivée des nouvelles de Londres, de sorte que la spéculation a été très peu animée avant la bourse.

Le parquet a été très calme, les cours plutôt offerts. Le seul précédent qui ait un peu interrompu l'apathie des faiseurs, a été la fabrication du cours de 79 25, par suite d'un achat de 1,500 fr. de rente; cependant cette manœuvre a été opérée avec tant de maladresse, qu'on a dû renoncer à faire coter ce cours, qui a été annulé.

Après la bourse on a fait 79 20, 25, et à 5 h., 79 1/2 demandé.

BOURSE	Prem. cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
26 DÉCEMBRE 1835.					
5 0/0 J. du 22 S. C.	107 70	107 80	107 65	107 80	107 70
Fin courant.....	107 90	107 90	107 90	107 90	107 90
Prime fin cour.	..	..	..	..	..
Prime fin proch.	..	..	..	108 50	108 50
5 0/0 du 22 J. compt.	79 15	79 10	79 10	79 10	79 10
Fin courant.....	79 15	79 20	79 10	79 20	79 20
Prime fin cour.	..	..	79 20	79 20	79 20
Prime fin proch.	..	79 25	79 20	79 20	79 20

FONDS ÉTRANGERS.

NAVRES, Vale. cour.	97 20	97 25	97 25	97 25	97 25
Fin cour.	97 20	97 20	97 25	97 25	97 25
ESPAGNE, Cortès.					
- Emprunt royal 1835, 5 0/0					ESTRÉ ROMAINS, Oblig. 1831, 101
- Rente perpét., 5 0/0					PORTUGAL, Rente, 5 0/0.
- Trois 0/0					- Rente perpét., 28 1/2
- Dette passive, 5 1/2					- Rente perpét., 5 0/0.
- Dette active, 20 3/8					BELGIQUE, 5 0/0, 101 3/4
- Coupes.					- Act. de la Banque, 32 5/8
- Anciens différés.					AUTRICHE, Rente, 5 0/0.
- Nouveaux différés, 8					- 1834 avec lots, 30
					- 1835 5 0/0.
					GRÈCE, Certific. Français,
					PRUSSE, 1832 avec prime,
					HOLLANDE, 2 1/2 0/0.
					BAVIÈRE, 1832, 37 1/2

REPORTS: De comptant à la fin du mois.					Du 1 ^{er} au 15 du mois.
5 0/0.....	20 1/2				32 1/2
5 0/0.....	10 1/2				25 1/2
Navres.....	20 1/2				30
CHANGES, Sur Londres (3 mois), 25 12 1/2.					
Hambourg 153 1/2.					
Amsterdam 57 5/8					
TORTONI, dix heures du soir.					

On n'a rien fait ce soir.

BULLETIN COMMERCIAL.

HAVER, 25 décembre 1835.

Sorties du 25.
L'Achille, cap. Jodot, ven. de Bahia; L'Albatros, cap. Noyen, ven. de Guernesey; L'Edouard, cap. Garnay, ven. de Saint-Thomas; La Jeanne, cap. Legrand, ven. de la Guadeloupe; La France, cap. Hugues, ven. de la Vierge-Croix; Le Soleil, cap. Mangendry, ven. de Buenos-Ayres; L'Amour, cap. Burouf, ven. de la Guadeloupe; L'Edouard, cap. Le grain, dit.

Sorties du 25.
L'Eric, cap. Funcl, ven. de New-York; Le Mexico, cap. Coquet, ven. de la Guadeloupe. BORDEAUX, le 25 décembre.

Le Gof, cap. de Haco, ven. d'Hambourg à Bordeaux, est de relâche dans l'Aour.

VENTES. — Les 50 kil.
Savoie. — 50 qx en pain, bonne 2me, 85 fr., acq. — 30 dito dito dito, 85 fr., acq. — 20 dito dito, relâché, 87 fr., acq. — 100 bidons de 25 fr., acq.

Cours à Paris.
Amsterdam, 170; Hambourg, 165; Pays, 160; Langue, 170; Espagne, 180; Bordeaux, fr. de l., 230; le pr. d'Amérique, 235; 5/8 dit., 5 7/8; 1/2 dit., 5 7/8.

SPECTACLES DU 27 DÉCEMBRE

7 h.	OPÉRA. —
7	ITALIENS. — LA GREZIA.
8	FRANÇAIS. — MÉRINO.
8 1/2	OPÉRA-COMIQUE. — L'Ambassadrice.
8	VAUDEVILLE. — LA DAME, PIERRE.
8	VAUDEVILLE. — MÉRINO, SCILPION, L'ÉPÉE.
8	CHATELAIN. — DEUX MANÈGES.
8	PALAI-ROYAL. — MÉRINO, FAVART.
8	PORT-SAINT-MARTIN. — LÉON.
8	GAYN. — ROQUELAURE, BARILL, DOLORIS.
8	AMBIGU. — VALÉRIE, GLENAVOY.
8	ORION. — LA FILLE DU PRISONNIER, le Philite, un Divertissement.
8	FOLIES. —
8	PORT-SAINT-ANTOINE. Mangyabin, la Chute, Homéopathie, Joerisso.
8	THÉÂTRE. — Temple de Salomon. — Messe de Minuit, Vallée de Goudou en Suisse.

Le Rédacteur en chef, étant responsable, EMILE DE GIRARDIN.

Paris, Imprimerie de BETHUNE et PLOX, rue de Vaugirard, 36.

[illegible]